



DIPLÔME

## Certificat de spécialisation Droit et économie de l'énergie

Code : CS13300A



→ Niveau d'entrée : Aucun  
→ Niveau de sortie : Aucun  
👤 ECTS : 12

### Déployabilité

A la carte : Formation pouvant s'effectuer au rythme de l'élève, en s'inscrivant aux unités du cursus

## Objectifs pédagogiques

Acquérir les bases de l'histoire, de la géopolitique, de l'économie et des spécificités technico-économiques du secteur de l'énergie

Développer une approche intégrée des questions juridiques et technico-économiques

Initier les auditeurs aux notions fondamentales de l'économie et du droit de l'énergie dans le contexte de la libéralisation du secteur, de la lutte contre le changement climatique et de ruptures aussi bien technologiques que géopolitiques

Améliorer les compétences des auditeurs dans le maniement des concepts propres au droit de l'énergie  
Accroître les connaissances techniques et économiques.

## Compétences et débouchés

Identifier et pondérer les risques juridiques dans un environnement normatif en perpétuelle évolution ;  
Accompagner et conseiller les dirigeants et décideurs de tous niveaux dans les projets de développement de l'entreprise ou de transformation de l'organisme ;  
Coordonner les projets en tant qu'ils impliquent des changements d'ordre juridique

## Méthodes pédagogiques

Les enseignements théoriques, couplés à des mises en application en travaux dirigés et travaux pratiques sur matériels et logiciels métiers permettront une professionnalisation rapide. L'espace numérique de formation du Cnam (Moodle) permet à chaque enseignant de rendre accessible des ressources spécifiques à ses enseignements. Des modalités plus détaillées seront communiquées au début de chaque cours.

## Prérequis et conditions d'accès

Ce certificat de spécialité s'adresse aux auditeurs, juristes ou avocats qui :

- travaillent dans le droit de l'énergie et veulent approfondir leurs compétences,
- veulent mieux dialoguer avec leur environnement professionnel, notamment avec ingénieurs, techniciens, négociants, chefs d'entreprise, développeurs de projets,
- ou souhaitent assurer leur reconversion ou leur développement professionnel dans ce secteur économique dynamique.

### Prérequis et/ou conditions d'accès

Les candidats doivent posséder une bonne maîtrise du droit public et du droit des obligations et être titulaires d'un niveau de première année de Master.

Une expérience professionnelle dans le domaine de la formation est fortement recommandée

## MENTIONS OFFICIELLES

### Mots-clés

[Droit](#)

[Energie](#)

Informations complémentaires

### Type de diplôme

[Certificat de spécialisation](#)

### Code NSF

128g - Droit fiscal ; droit des affaires ; droit pénal ; droit de l'environnement ; droit de la santé ; droit de la sécurité et de la défense ; droit du transport etc

### Codes ROME

Juriste droit public[K1903]

Juriste en droit de l'environnement[K1903]

### Formacode

Conseil énergie [24170]

Droit [13254]

### Code du parcours

CS13300A

## Modules d'enseignement

→ [Droit de l'immobilier de l'énergie](#)

→ [Economie des réseaux électriques](#)

## Blocs de compétences

Un bloc de compétences est constitué d'un ensemble d'Unités qui répond aux besoins en formation de l'intitulé du bloc.

Les unités ci-dessus sont réparties dans les Blocs de compétences ci-dessous.

Chaque bloc de compétences peut être validé séparément.

Information non disponible, pour plus d'information veuillez [contacter le Cnam](#)